
Déclaration de la Fédération Sud Education
au Conseil Supérieur de l'Education Nationale du 9 décembre 2010

M. Le Ministre,
Mme et M. les membres du Conseil Supérieur de l'Education Nationale,

Pendant deux mois, le pouvoir a dû faire face à une mobilisation qu'il ne croyait pas possible : des millions de manifestants pour exiger une autre répartition des richesses produites par le travail, c'est une bonne nouvelle pour l'idée que tous ensemble nous sommes plus forts ! Des salariés, des lycéens et des retraités unis contre ce gouvernement du Medef c'est une bonne nouvelle pour la suite.

Parce que d'autres choix sont possibles pour une retraite solidaire, il y aura nécessairement une suite. Les millions qui se sont mobilisés sont peut être déçus mais pas vaincus. Ils refusent toujours avec la majorité de la population cette loi régressive sur les retraites, et ils n'accepteront pas plus la privatisation rampante de la Sécurité sociale que la destruction des services publics. Nous restons déterminés à leur côté.

Dans l'Education, les résultats de l'enquête PISA attestent ce que nous disons depuis longtemps, les inégalités d'origine sociale entre les élèves se renforcent encore. C'est toute votre politique éducative des dix dernières années qui est mise en cause et les mesures de M.Chatel vont encore aggraver la situation tout en s'attaquant aux garanties statutaires. Voilà pourquoi votre politique n'a pas de soutien dans la profession et est même de plus en plus contestée.

Les collègues stagiaires du 1er et du 2nd degré se mobilisent de plus en plus contre des conditions intenable de rentrée dans le métier, une formation insuffisante et l'absence de cadrage national des procédures de titularisation. Nous soutenons pleinement cette mobilisation qui fait l'objet d'une intersyndicale nationale à notre initiative.

Les conséquences immédiates de la masterisation sont une désorganisation du service et une mise sous pression de tous les personnels. En première ligne, les stagiaires à temps plein devant élèves avec un bac + 5 mais sans formation pédagogique de terrain. Dans le 1er degré, les maîtres formateurs voient leurs missions et leurs fonctions évoluer en permanence avec des obligations et des pressions de la hiérarchie. N'oublions pas les nouveaux titulaires qui se retrouvent sur des postes bricolés par l'administration pour compléter leur service. Cette réforme génère dysfonctionnements et souffrance au travail. Au-delà de l'objectif de suppression de 16 000 postes, elle marque aussi un profond mépris pour les métiers de l'enseignement et des millions d'élèves en font les frais. C'est en plus une machine à freiner l'accès au métier d'enseignant des étudiants des milieux populaires. Elle va dans le cadre de vos suppressions de postes : développer un vivier de précaires, ceux qui seront reçus au Master et collés au concours. Nous revendiquons toujours l'abrogation de la masterisation, le retour à un recrutement à la licence et l'attribution d'un master pour tous les professeurs à l'issue d'une formation initiale professionnelle rémunérée.

Vos autres réformes ne sont pas mieux accueillies. Le dispositif CLAIR que vous semblez vouloir généraliser à une éducation prioritaire réduite en nombre d'établissements et dénaturée dans ses principes, est massivement contesté par les personnels et dans les Conseils d'Administration. En collège, la mise en place du socle des compétences au détriment des connaissances est aussi de plus en plus mise en cause. L'introduction du « livret de compétences » se double d'ailleurs d'une surcharge de travail pour les enseignants, sans mise en place de réelles procédures d'aides et de remédiation aux élèves en difficulté.

De même, la réforme des lycées se poursuit dans l'amertume et la déception de beaucoup d'élèves et des personnels. Les textes sur les programmes des séries technologiques qui nous sont présentés aujourd'hui sont, pour nous, l'occasion de vous rappeler notre opposition à cette réforme. Dégradations des conditions d'enseignement, dégradation de la spécificité, dégradation de la formation technologique en lycée, dégradation des statuts des enseignants de ces spécialités dont les postes sont détruits ou reconvertis de force. En lieu et

place du Développement Durable qu'il semble affectionner dans les programmes, votre ministère vient sans doute d'inventer « la logique du Développement Dégradable en vue d'une Destruction Durable ». L'arrêté sur les épreuves anticipées du baccalauréat en 1ère pour l'histoire géographie de la série scientifique, rappelle que sous votre ministère 50 % des lycéens, ceux de la série S, n'auront plus cette discipline nécessaire à l'exercice d'une pleine citoyenneté en Terminale alors que le contenu des programmes, après avoir provoqué notre opposition entraîne maintenant celle des collègues qui doivent les mettre en œuvre.

Nous dénonçons vivement la répression que subissent encore et toujours des militants syndicaux. C'est ainsi que l'Inspecteur d'Académie de l'Ariège refuse de suivre l'avis du Conseil Supérieur de la Fonction Publique préconisant de transformer en blâme le déplacement d'office de François de Lillo.

Le licenciement scandaleux et injustifié de Christian Marion, PLP de Toulouse, suscite la réprobation générale et nourrit actuellement un contentieux devant le juge administratif.

Vous devriez savoir que ce qui est fait par la force n'est guère durable en politique. Aujourd'hui, dans un tel contexte, les contre feux de M Châtel sur le plan numérique, ou la philosophie en seconde sans moyens, ne trompent plus personne ou pour si peu de temps. Et le temps joue maintenant contre vous. Sud Education et Solidaires s'emploieront à rendre la mise en place de votre politique destructrice chaque jour plus difficile.